

bien la semaine prochaine faire une déclaration à l'appel des motions sur la politique du gouvernement en ce qui concerne le planning familial au pays et à l'étranger.

**M. l'Orateur:** Le député de Témiscamingue a la parole.

**Mme MacInnis:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je crois que le premier ministre suppléant n'a pas réagi assez vite. Il se levait pour répondre et, en toute déférence, je crois que vous vous êtes un peu trop pressé de l'empêcher de répondre.

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

## L'AGRICULTURE

### LA SUPPRESSION DES SUBVENTIONS AUX PRODUCTEURS LAITIERS

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Si l'on en croit les nouvelles en provenance de la Nouvelle-Zélande, le très honorable premier ministre aurait déclaré, dans ce pays, qu'il avait l'intention de supprimer les subventions accordées aux producteurs de lait du Canada, afin de permettre à la Nouvelle-Zélande d'exporter ses excédents de beurre, de fromage et de produits laitiers vers le Canada. Est-ce là la nouvelle politique du gouvernement? Le ministre de l'Agriculture est-il en mesure de nier ou de confirmer cette nouvelle?

[Traduction]

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Ce n'est pas la politique du gouvernement, monsieur l'Orateur. Je mets en doute l'interprétation des propos du premier ministre en Nouvelle-Zélande.

## LA RADIO-TÉLÉVISION

### LE DISCOURS DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES À DENVER

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Je voudrais lui demander si le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources énonçait la politique du gouvernement au Colorado l'autre jour lorsqu'il a prononcé les paroles suivantes:

En insistant de plus en plus sur la teneur en éléments canadiens de nos programmes de radio et de télévision, nous montrons notre détermination à préserver notre identité nationale.

Nous ne sommes pas allés jusqu'à brouiller les ondes le long de la frontière, mais qui sait, même cela pourrait se produire.

**Une voix:** On a posé la question hier.

[M<sup>me</sup> MacInnis.]

**M. l'Orateur:** Il me semble que cette question a été posée hier au premier ministre suppléant.

**L'hon. M. Dinsdale:** Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. J'ai vérifié au hansom et la question n'a pas été posée dans ces termes. Si je la pose cet après-midi, c'est parce qu'une question semblable a été posée au comité de la radiodiffusion la semaine dernière, et les membres ont été induits en erreur quand on a dit que l'idée était absurde. C'est pourquoi je voudrais que le gouvernement se prononce maintenant.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Le député sait bien sûr qu'il ne peut demander à un ministre si une déclaration qu'il a faite à l'extérieur de la Chambre représente la politique gouvernementale. La question ne peut être posée qu'au premier ministre ou au premier ministre suppléant. J'avais l'impression qu'elle avait déjà été posée. Le député m'assure que non. Je le crois. La question pourrait être posée de cette manière au premier ministre suppléant, mais sûrement pas au secrétaire d'État.

**L'hon. M. Dinsdale:** Avec votre permission, monsieur l'Orateur, peut-être pourrais-je reformuler ma question et demander si le premier ministre suppléant ou le ministre chargé...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Le député ne peut procéder ainsi. Il a posé sa question qui ne peut être acceptée que par le premier ministre suppléant. Elle ne peut être également adressée au ministre. J'ai rendu à ce sujet une décision que le député doit accepter.

**L'hon. M. Dinsdale:** Je l'adresse donc au premier ministre suppléant.

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais connaître exactement ce que le député cherche à savoir. J'ai effectivement répondu à une question hier et j'ai dit qu'étant donné que le ministre a dit dans son discours «qui sait», il ne pouvait évidemment s'agir de la politique du gouvernement.

**L'hon. M. Stanfield:** Pourquoi?

**L'hon. M. Hees:** Cela prouve qu'il s'agit de la politique du gouvernement.

## LES RESSOURCES NATURELLES

### LE DISCOURS DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES À DENVER

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant